

**Annie Collovald**

*Université Paris X-Nanterre*

*Laboratoire d'analyse des systèmes politiques (Lasp)*

## **LE POPULISME : DE LA VALORISATION À LA STIGMATISATION DU POPULAIRE**

La notion de «populisme» a connu un bien étrange voyage qui lui a fait accomplir une totale révolution sur elle-même au point d'en changer complètement la signification et les enjeux intellectuels et politiques qu'elle recouvrait initialement. Valorisant hier le populaire, elle le stigmatise aujourd'hui. Rien n'en témoigne mieux que les usages savants et politiques actuels du «populisme du FN» qui s'imposent, en faisant oublier les autres définitions du populisme qui ont eu cours et l'existence de rapports du populaire au politique fort différents de celui mis désormais en exergue. Sous l'apparente filiation du mot dont l'histoire remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des ruptures de signification et un renversement de perspective se sont ainsi opérés. Cette reconversion des points de vue signe alors pour les groupes populaires la perte du sens des causes qu'ils ont défendues et porte à méconnaître le rôle de «l'appel au peuple» dans l'histoire sociale de la construction des démocraties.

### **Le « populisme du FN » : la disqualification du populaire**

Le «populisme» occupe désormais une place prédominante dans les commentaires politiques et savants pour désigner le Front national et des phénomènes qui, à son instar, ont été longtemps pensés comme relevant de l'extrême droite. Depuis le début des années 1990, les articles, les ouvrages et les

prises de position se sont multipliées pour présenter des enquêtes et des analyses de journalistes mais aussi d'historiens, de politologues, de philosophes sur la progression inquiétante du « virus populiste » (selon les mots de *Libération* 17/05/02). Les interprétations, presque toutes à l'identique, se focalisent sur les élections et les scores inattendus obtenus par des forces au « nationalisme rétrograde » emmenées par un *leader* « charismatique » pour mesurer le danger imminent qu'elles font peser sur la démocratie. Elles insistent, quels que soient les contextes historiques et nationaux, sur le ralliement massif des « exclus » et notamment des groupes populaires, les plus durement touchés par la « crise sociale », à des démagogues dont les talents de tribun savent gagner les plus crédules aux solutions simplistes et frustrés qu'ils proposent. Comme l'affirme ainsi en 2002 le politologue Pascal Perrineau : « Le Pen fait un tabac chez les couches populaires. Un quart des ouvriers qui sont allés voter ont voté pour Jean-Marie Le Pen. C'est le premier électorat ouvrier, mieux que Chirac et Jospin. En revanche c'est dans la catégorie des cadres supérieurs et des professions libérales que Le Pen fait ses plus mauvais scores... [Ceux qui votent FN] sont des gens qui sont en bas de l'échelle des revenus mais aussi de l'échelle des savoirs. Plus le niveau de culture est élevé, plus on est à l'abri d'un vote Le Pen. » Le 25 avril 2002, une pleine page « Horizons » du *Monde* est consacrée aux « Enfants perdus de la classe ouvrière », à partir d'une enquête menée à « Calais, municipalité communiste, où le chef du FN est arrivé en tête et Robert Hue, cinquième ».

Les interprétations faisant du FN un « appel au peuple » rassemblant des « mécontents » séduits par le charisme de Jean-Marie Le Pen, la magie de son verbe et ses idées xénophobes et dressés contre les élites établies se sont ainsi banalisées. On a montré ailleurs (Collovald, 2004) qu'elles n'en soulevaient pas moins quelques paradoxes. Alors qu'il prétend être une catégorie d'analyse, le « populisme » est pourtant également une injure politique. Les multiples commentaires indignés et inquiets qu'il autorise en témoignent : « croisés de la société fermée » (Perrineau, 2001), « largués, paumés, incultes », « archaïques et rétrogrades » selon les jugements prononcés au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Déjà étonnamment double dans son statut, à la fois notion savante et insulte politique, la dénomination de « populisme » surprend encore autrement. Alors même qu'elle propose une nouvelle classification du FN bien plus floue et bien moins stigmatisante que les précédentes labellisations de fascisme ou d'extrême droite auxquelles elle se substitue, la désignation rend licites des verdicts d'une extrême violence contre les groupes populaires ayant apporté leur voix à ce parti. Le « populisme du FN » ouvre sur un blâme du « peuple », tout en retenant la charge du discrédit contre l'organisation frontiste. Un blâme particulier cependant dans lequel alternent mépris et crainte. Les groupes populaires seraient en effet responsables de la survie politique d'une organisation indigne moralement et politiquement ; en même temps, ils auraient des excuses. Leur crédulité, liée à leur manque d'éducation, serait renforcée par la crise sociale qui aurait suscité chez eux une anomie et une insatisfaction politique nouvelle et durable les rendant disponibles pour les partis les plus extrêmes (exploitant leurs « malaises sociaux » contre la démocratie). Pourtant une telle dénomination du FN et de telles interprétations ne se sont pas imposées d'emblée lors de l'apparition du parti frontiste en 1983. Leur évidence d'aujourd'hui a été progressivement construite au prix d'une réorientation des analyses originelles.

## La construction d'une évidence

Lancée en 1984 par le philosophe politique Pierre-André Taguieff qui la réimportait des débats américains sur la « nouvelle droite », (Taguieff, 1985) la notion était alors un simple label du FN parmi d'autres (« national-capitalisme », « national-libéralisme ») ; elle insistait sur un aspect des idées et des valeurs nationalistes du parti frontiste destiné à distinguer la nouveauté de cette « droite radicale » du fascisme et des extrêmes droites passées. Ces autres étiquettes n'en étaient pas moins alors prédominantes dans le débat public. Elles avaient pour particularité d'attirer l'attention sur les dirigeants et militants frontistes (leur passé, leur carrière, leurs ressources politiques) et non sur les électeurs. Le déplacement opéré sur ces derniers n'est pas innocent pour la compréhension des conditions de réussite politique du FN. Celles-ci ne sont plus recherchées dans le capital politique collectif du parti, dans les pratiques militantes de ses représentants ou encore dans l'offre politique actuelle et la concurrence entre élites politiques, mais dans la seule relation nouée entre Jean-Marie Le Pen et ses troupes électorales et plus précisément encore dans les dispositions préalablement ajustées des électeurs aux thèses idéologiquement autoritaires portées par le FN. En ce sens, l'explication se ferme et, en se simplifiant, se fait tautologique : seuls des électeurs illégitimes socialement peuvent se retrouver dans les idées illégitimes de ce parti. En exonérant d'emblée les élites sociales de tout penchant pour le FN puisque, protégées par leur diplôme et leur niveau de vie, elles sont insoupçonnables de toute crédulité pour des thèses « simplistes » et racistes, l'explication rejoue ainsi sur un plan apparemment descriptif (les résultats de sondages électoraux, Mayer, 2002) l'idée de la supériorité morale des élites sociales.

Ce n'est que progressivement cependant que de telles constatations sont devenues possibles et plausibles. Successivement, en effet, différents scientifiques de l'analyse politique (historiens, politologues, intellectuels politiques) vont, pour des raisons tenant à leurs enjeux disciplinaires respectifs, s'emparer du terme et créer entre eux une situation d'échanges intellectuels et de reconnaissance croisée. La circulation de savoirs et de manières de penser la politique qui s'opère alors tend à valider à la fois l'existence du populisme du FN et le cadrage interprétatif qu'il convient d'adopter à son égard. Tous partagent, en effet, la même posture intellectuelle cherchant dans les « idées politiques » ou les « valeurs » proclamées et non dans les pratiques sociales et politiques, l'explication des comportements ou des phénomènes politiques. Tous acceptent également, comme grille de compréhension des luttes et des contestations politiques, le même présupposé du postulat démocratique qui veut que la légitimité en démocratie vienne « d'en bas », du « peuple », des élections. C'est pour cet ensemble de raisons que leurs analyses s'entremêlent et se confortent mutuellement.

Leurs points de vue se rejoignent sur un certain nombre de schèmes explicatifs contestables et contestés par les sociologues politiques et les historiens spécialisés dans la question du nazisme, mais qui regagnent un crédit scientifique à la faveur des interprétations populistes du FN. Il en est ainsi de l'explication des mobilisations électorales dont bénéficie le parti lepéniste par l'anomie et la frustration engendrée par la « crise sociale » et qui frapperait naturellement les plus démunis, principales victimes de la dégradation des conditions de vie. Ou encore de l'explication par l'adhésion naïve aux discours de

Jean-Marie Le Pen dont les performances médiatiques de démagogue susciteraient l'engouement des moins « cultivés » (Collovald, 2003). Ces explications qui font presque consensus dans les mondes intellectuels, journalistiques et politiques, justifient et confortent la thèse hautement conservatrice de « l'ingouvernabilité des démocraties lorsqu'elles sont soumises à une surcharge de demandes populaires ». Inventée dans les années 1970 dans un rapport fourni à la Trilatérale et visant explicitement à lutter contre les « excès de démocratie » (grèves, manifestations, droits syndicaux, liberté d'opinion) (Hermet, 1986), cette thèse était restée confinée dans le huis clos des dirigeants. Elle ressurgit désormais sous des formes renouvelées dans les discours politiques soit pour affirmer que les responsables politiques ne peuvent répondre à toutes les « émotions populaires » (Lionel Jospin en 1997 face aux mobilisations des chômeurs) soit pour vanter la « démocratie pacifiée » (Jacques Chirac face au taux d'abstention record lors du référendum sur l'Europe). Ressurgit également la thèse de « l'autoritarisme des classes populaires » qui place d'emblée sous un signe négatif toutes les mobilisations populaires. Elles deviennent même « irrationnelles » en préférant des acteurs politiques hors système et non les partis de gouvernement (confortant la « crise de légitimité » politique supposée frapper et fragiliser la démocratie).

## **La révolution idéologique du « populisme »**

On mesure l'ampleur de la redéfinition de la notion de « populisme » opérée en se reportant aux usages à la fois politiques et savants qui avaient cours avant que le mot ne devienne une catégorie dominante d'interprétation du parti frontiste. S'il a été longtemps absent du vocabulaire public de la polémique politique où étaient préférés des termes comme « démagogie » ou « poujadisme », le « populisme » n'en fonctionnait pas moins comme principe d'accusation dans les débats internes aux organisations de gauche voire d'extrême gauche où, selon la définition que Lénine lui avait conférée en son temps contre les intellectuels russes partis conquérir les masses paysannes, il dénonçait une stratégie dévoyée de mobilisation du peuple contre ses propres intérêts et contre ses principaux défenseurs. Dans l'univers scientifique traitant de la vie politique, il était essentiellement cantonné dans des travaux anglo-saxons prévalant sur les pays en voie d'accession à la démocratie ou sur les États-Unis ; en France, on en trouvait des occurrences chez des spécialistes du monde communiste pour critiquer son rapport au peuple ou chez d'anciens spécialistes de l'histoire politique latino-américaine (Bourricaud, 1986) pour éreinter, sous ce même angle, la « droite populaire ». Si le mot stigmatisait, c'était moins pour insister sur la dangerosité d'une mobilisation politique « directe » du peuple que sur le danger que représentaient *pour le peuple* des prétentions à le défendre venues d'intellectuels ou d'hommes politiques ne faisant que projeter sur lui leurs propres aspirations et leurs propres intérêts. Le « populisme » avait pris ainsi une consistance scientifique surtout dans le secteur de la sociologie des intellectuels ou de la culture (Bourdieu, 1984 ; Grignon, Passeron, 1989). Là aussi, la notion (et son versant conjoint, le misérabilisme) visait à montrer combien les écrits des intellectuels sur le peuple étaient des formes de rationalisations

de leurs propres rapports au peuple et, qu'à ce titre, elles constituaient autant d'obstacles à un accès véritable à la culture populaire. Le sociologue, en tant qu'intellectuel, devait s'obliger à se dépendre de ces visions schématiques qui hantaient son regard sur les groupes populaires.

Le passage sur la scène publique du «populisme» dans le milieu des années 1980 conserve cette première acception tout en mêlant dans une même dénonciation des représentants de la gauche et de la droite: Édith Cresson, Bernard Tapie, Jacques Chirac en ont chacun fait les frais. En était la cause leur «style» réputé mettre en avant leur personne et non les idées défendues, jouer contre les élites installées en flattant les peurs ou les instincts populaires sans en appeler aux capacités de réflexion des citoyens. Leur vocabulaire «cru» et «grossier» devenait le meilleur indicateur de la dégradation morale du jeu politique qu'ils impulsaient. En désignant maintenant le FN, le mot projette désormais les traits «vulgaires» et «dégradants» prêtés avant aux *leaders* «populistes» sur les groupes populaires réputés les suivre aveuglément. Cette projection naturalise dans le comportement des groupes populaires, ce qui auparavant était situé dans les rapports que les élites intellectuelles et politiques nouaient avec le peuple et souvent contre lui. Elle trouve une illustration exemplaire dans «l'autoritarisme» prêté aux classes populaires et expliquant leurs rapports subjugués à J.-M. Le Pen alors que cette notion qualifiait précédemment un régime politique accaparé par une collégialité d'élites en concurrence entre elles (Hermet, 1985). L'essentialisme qui en découle empêche alors de percevoir que le «populisme du FN» provient d'une définition importée de débats politiques très localisés idéologiquement aux États-Unis.

La notion telle qu'elle est construite par P.-A. Taguieff (Taguieff, 1997) et reprise par les autres savants français est directement issue des débats portant sur la «nouvelle droite américaine». Le «populisme» se définit ici contre d'autres définitions en cours aux États-Unis tant dans l'univers savant qu'à gauche de l'échiquier politique. Il vise à donner une apparence populaire et d'éthique philanthropique à une entreprise néo-conservatrice sur le plan économique et politique, pour mieux la présenter comme révolutionnaire et déstabiliser les conservateurs jugés dépassés. L'enjeu n'est pas, on le comprend, de bouleverser l'ordre établi au profit des groupes les plus démunis; il est de le bouleverser au profit de ces nouveaux prétendants, au profil social décalé par rapport aux membres de la haute bourgeoisie qui tiennent les places fortes de l'économie et de la décision politique, et bien plus radicaux dans le libéralisme économique que l'ancienne élite néo-libérale (Guilhot, 2004). Faire du «populisme» pour cette avant-garde radicale ne consiste pas à valoriser le peuple, mais à se servir de lui pour conférer un semblant de légitimité sociale à une cause qui lui est étrangère. C'est dire combien les usages actuels de «populisme» brouillent idéologiquement l'histoire politique de la notion. Elle brouille également l'enjeu politique qu'a constitué initialement «l'appel au peuple».

## **L'appel au peuple : une émancipation politique**

Il faut d'abord réfuter l'idée couramment admise aujourd'hui que le populisme s'applique aussi bien à gauche qu'à droite de l'espace politique (venant accréditer l'idée que le clivage droite/gauche est obsolète pour comprendre les phénomènes politiques nouveaux). Les seules expériences historiques ayant ouvertement revendiqué le label populiste et ouvertement combattu en son nom sont apparues au XIX<sup>e</sup> siècle et ont été promues soit par des intellectuels russes soit par les petits fermiers et ouvriers agricoles américains du *People's Party*. Or ces premières incarnations du populisme, d'une part, possédaient une idéologie et une idéologie se voulant progressiste, clairement articulée, cherchant à modifier des situations jugées profondément inégalitaires et injustes et à promouvoir la « cause du peuple » dans un système politique qui l'opprimait ; d'autre part, elles ne jouaient pas sur le charisme d'un *leader* (Zinn, 2002), mais pratiquaient la mobilisation collective des groupes situés du mauvais côté des rapports de force sociaux et politiques. En clair, « l'appel au peuple » était à la fois une pratique de mobilisation des groupes défavorisés par le système de domination sociale et politique existant et une entreprise (qu'on la juge rétrospectivement erronée, faillie ou illusoire peu importe ici) entendant donner une voix politique à ceux qui n'en avaient pas.

L'appel au peuple était alors une stratégie visant à donner position, autorité et dignité à des groupes sociaux exclus de toute représentation politique et, avec eux, à faire entendre les causes sociales et politiques qu'ils défendaient et desquelles se désintéressaient ceux qui monopolisaient les postes de pouvoir. Sous cet angle, les « populistes » d'alors, ceux qui « font appel au peuple », ont des positions de gauche remettant en cause le conservatisme dominant. Il en est de même en France où les premiers à tenter de mobiliser les groupes relégués aux marges de l'espace social et politique sont les organisations ouvrières socialisantes. Ce qui était ainsi en jeu c'était une transformation du mode de domination politique reposant sur l'émancipation sociale et politique des groupes populaires. Retournant l'illégitimité sociale en source de légitimation politique, ces entreprises posaient la représentativité sociale en fondement du droit à intervenir en politique, promouvaient, sélectionnaient, formaient, encadraient les membres de la classe ouvrière pour en faire de nouvelles élites politiques (Offerlé, 1984 ; Pudal, 1988). En oubliant cet enjeu politique de démocratisation du jeu politique, se trouvent également oubliées les réactions politiques qu'il a suscitées. Pourtant les contre-offensives des conservateurs ont été nombreuses. Surtout, elles ont contribué, comme l'ont montré S. Barrows (1990) et A. Hirschman (1991) à transformer en pathologie et en menace (les « foules hystériques et criminelles ») ces mouvements voulant rendre la démocratie du moment plus démocratique qu'elle ne l'était : voulant en quelque sorte la « peupler » alors qu'elle était réservée à une étroite élite sociale, et la conformer ainsi aux idéaux professés. La stigmatisation du populaire aujourd'hui *via* le « populisme du FN » ne serait-elle pas le signe d'une nouvelle conjoncture intellectuelle et politique dans laquelle les élites politiques d'aujourd'hui (et leurs auxiliaires et conseillers) ne voient plus dans les groupes populaires une cause à défendre, mais un « peuple sans classe » devenu un problème à résoudre ?

Annie Collovald

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BARROWS, S., *Miroirs déformants. Réflexions sur la foule en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier, 1990, 226 p.
- BOURDIEU, P., *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984, 277 p.
- COLLOVALD, A., «Le national-populisme ou le fascisme disparu. Les historiens du temps présent et la question du déloyalisme politique» in Dobry, M. (dir.), *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 279-322.
- COLLOVALD, A., *Le «Populisme du FN» : un dangereux contresens*, Broissieux, Ed. du Croquant, 2004, 253 p.
- GRIGNON, C., PASSERON, J.-C., *Le Savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil, 1989, 260 p.
- GUILHOT, N., «Une vocation philanthropique. Georges Soros, les sciences sociales et la régulation du marché», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 151/152, 2004, p. 53-65.
- HERMET, G., «L'autoritarisme» in Grawitz, M., Leca, J. (dir.), *Traité de science politique*, tome 2, Paris, PUF, 1985, p. 269-312.
- HERMET, G., *Sociologie de la construction démocratique*, Paris, Economica, 1986, 170 p.
- HIRSCHMAN, A. O., *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991, 295 p.
- MAYER, N., *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002, 478 p.
- OFFERLÉ, M., «Illégitimité et légitimation du personnel ouvrier en France avant 1914», *Annales ESC*, 4, juillet-août 1984, p. 681-716.
- PERRINEAU, P. (dir.), *Les Croisés de la société fermée*, Paris, Ed. de l'Aube, 2001, 425 p.
- PUDAL, B., *Prendre parti*, Paris, Presses de Science Po, 1989, 329 p.
- TAGUIEFF, P.-A., «Les droites radicales en France», *Les Temps modernes*, 465, 1985, p. 271-303.
- TAGUIEFF, P.-A., «Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes», *Vingtième siècle*, 56, 1997, p. 4-33.
- ZINN, H., *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*, Marseille, Agone, 2002, 474 p.